

Régie  
du bâtiment

Québec 

T76B381  
E88  
2004/05  
QL  
P. gouv.

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

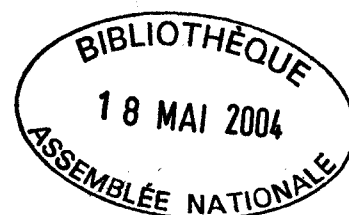
## 2004-2005

---

---

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**





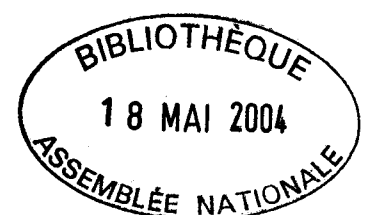
# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005.....	1
2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	2
3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :.....	4
<ul style="list-style-type: none"> <li>- tirage;</li> <li>- coût;</li> <li>- distribution;</li> <li>- imprimeur.</li> </ul>	
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2003.....	5
<ul style="list-style-type: none"> <li>- endroits et dates du départ et du retour;</li> <li>- but du voyage;</li> <li>- personnes rencontrées;</li> <li>- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);</li> <li>- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;</li> <li>- bilan et résultat des rencontres.</li> </ul>	
5. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :.....	16
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005;</li> <li>- les noms des fournisseurs;</li> <li>- le but visé par chaque dépense.</li> </ul>	
6. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :.....	18
<ul style="list-style-type: none"> <li>- liste et coût;</li> <li>- copie des soumissions;</li> <li>- copie du questionnaire et du résultat;</li> <li>- firme ayant obtenu le contrat.</li> </ul>	
7. Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande du ministère ou de l'organisme :.....	19
<ul style="list-style-type: none"> <li>- liste et coût;</li> <li>- copie des soumissions;</li> <li>- copie des études;</li> <li>- firme ou individu ayant obtenu le mandat;</li> <li>- copie du contrat.</li> </ul>	



8.	Contrats de moins de 25 000 \$ octroyés en 2003-2004.....	20
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>	
9.	Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacune des dépenses suivantes :.....	26
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la photocopie;</li> <li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li> <li>- les téléavertisseurs;</li> <li>- le mobilier de bureau;</li> <li>- les distributeurs d'eau de source;</li> <li>- le remboursement des frais de transport;</li> <li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>- le remboursement des frais de repas;</li> <li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au Québec      b) à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>	
10.	Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin, du personnel féminin, du personnel handicapé, des communautés culturelles, des anglophones et des autochtones pour chaque catégories d'emploi pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.....	27
11.	À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2003-2004, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :.....	28
	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</li> <li>b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)</li> <li>c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</li> </ul>	
12.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2001-2002 :.....	29
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li> <li>- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</li> <li>- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</li> <li>- nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li> <li>- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</li> <li>- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.</li> </ul>	

13.	La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : .....	32
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emplacement de la location;</li> <li>- la superficie du local loué;</li> <li>- la superficie réellement occupée;</li> <li>- la superficie inoccupée;</li> <li>- le coût de location au mètre carré;</li> <li>- le coût total de ladite location;</li> <li>- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li> <li>- la durée du bail.</li> </ul>	
14.	Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005.....	33
15.	Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2003-2004, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles : .....	34
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emplacement de la location;</li> <li>- la superficie du local loué;</li> <li>- la superficie réellement occupée;</li> <li>- la superficie inoccupée;</li> <li>- le coût de location au mètre carré;</li> <li>- le coût total de ladite location;</li> <li>- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li> <li>- la durée du bail;</li> <li>- le propriétaire et/ou le nom de la firme.</li> </ul>	
16.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003.....	35
17.	La liste du personnel du cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 <sup>er</sup> mars 2004 en indiquant pour chaque individu : .....	36
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'entrée en fonction;</li> <li>- le titre de la fonction;</li> <li>- l'adresse du port d'attache;</li> <li>- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li> <li>- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li> <li>- la description de tâches;</li> <li>- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 29 avril 2003;</li> <li>- le nombre total d'employés au cabinet;</li> <li>- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.....</li> </ul>	
18.	Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire : .....	38
	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) du ministre</li> <li>b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;</li> <li>- le montant attribué;</li> <li>- le projet visé et le résultat.</li> </ul> </li> </ul>	
19.	La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 et 2003-2004; pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.....	39

20.	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :.....	40
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le poste initial;</li> <li>- le salaire;</li> <li>- le poste actuel, s'il y a lieu;</li> <li>- la date de la mise en disponibilité;</li> <li>- la prévision 2003-2004 et 2004-2005.</li> </ul>	
21.	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :.....	41
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nom de la personne;</li> <li>- poste occupé;</li> <li>- salaire;</li> <li>- assignation initiale;</li> <li>- date de l'assignation hors structure;</li> <li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>	
22.	Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :.....	42
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assignation initiale;</li> <li>- assignation actuelle;</li> <li>- salaire;</li> <li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>	
23.	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :.....	43
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assignation initiale;</li> <li>- assignation actuelle;</li> <li>- salaire;</li> <li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>	
24.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :.....	44
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le salaire de la personne;</li> <li>- le montant reçu du régime de retraite.</li> </ul>	
25.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....	45
26.	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989.....	46
27.	Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût :.....	47
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- services Internet d'information;</li> <li>- livres;</li> <li>- journaux;</li> <li>- magazines;</li> <li>- bulletins électroniques et/ou papiers;</li> <li>- clubs privés ou autres;</li> <li>- billets de saison; - etc.</li> </ul>	

28.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :.....	48
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;</li> <li>- les coûts de construction du site;</li> <li>- le coût de l'entretien et de la mise à jour;</li> <li>- qui est responsable du contenu sur le site;</li> <li>- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;</li> <li>- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;</li> <li>- le nombre de visiteurs (hits) par mois;</li> <li>- combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?</li> </ul>	
29.	Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?.....	49
30.	Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :.....	50
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des ententes signées et/ou annoncées;</li> <li>- les détails de ces ententes;</li> <li>- les résultats obtenus à ce jour.</li> </ul>	
31.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.....	51
32.	Dépenses effectuées en 2002-2003 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :.....	52
	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) téléphonie;</li> <li>b) matériel informatique;</li> <li>c) logiciels;</li> <li>d) programmation;</li> <li>e) formation.</li> </ul>	
33.	Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	53
34.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	54
35.	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.....	55
36.	Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.....	56
37.	Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrat à l'externe) en 2001-2002, 2002-2003 et ceux prévus pour 2003-2004.....	57
38.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.....	58

39.	Modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.....	59
40.	Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : liste, mandats, contrats, résultat du travail effectué, échéances prévues, sommes impliquées.....	60
41.	Pour chaque ministère et organisme, toute nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral, l'un de ses organismes ou un autre organisme qui a son propre conseil d'administration mais dont les fonds proviennent à plus de 50 % du gouvernement fédéral ou de l'un de ses organismes.....	61
42.	Études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.....	62
43.	Pour 2003-2004, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions.....	63
44.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciel ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.....	64
45.	Rapports et évaluation des missions effectuées à l'étranger par le premier ministre, sa conjointe, les ministres, les ministres délégués, les hauts fonctionnaires.....	65
46.	Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.....	66
47.	Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.....	67
48.	Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.....	68
49.	Pour chacun des ministères et organismes, le nombre de poste non comblés depuis février 2004.....	69
50.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2003-2004, en précisant le nombre depuis février 2004.....	70
51.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.....	71
52.	Nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres.....	72

53.	Solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.....	73
54.	Liste des contrats confiés à l'externe par chaque ministère ou organisme à des fin de réingénierie (discours, séances de remue-méninges, etc.).....	74
55.	Sommes dépenses pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.....	75
56.	Nombre d'attachés politiques qui ont signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i> .....	76
57.	Montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2003-2004.....	77
58.	Pour chaque ministère et organisme, évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005.....	78
59.	Publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées pour chaque ministère et organisme.....	79
60.	Rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail pour chaque ministère et organisme en 2003-2004.....	80
61.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres.....	81

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 1. COMPARAISON DES CRÉDITS 2003-2004 ET 2004-2005.

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER AU CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL TRANSMIS AVEC L'ENSEMBLE DE LA DOCUMENTATION DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

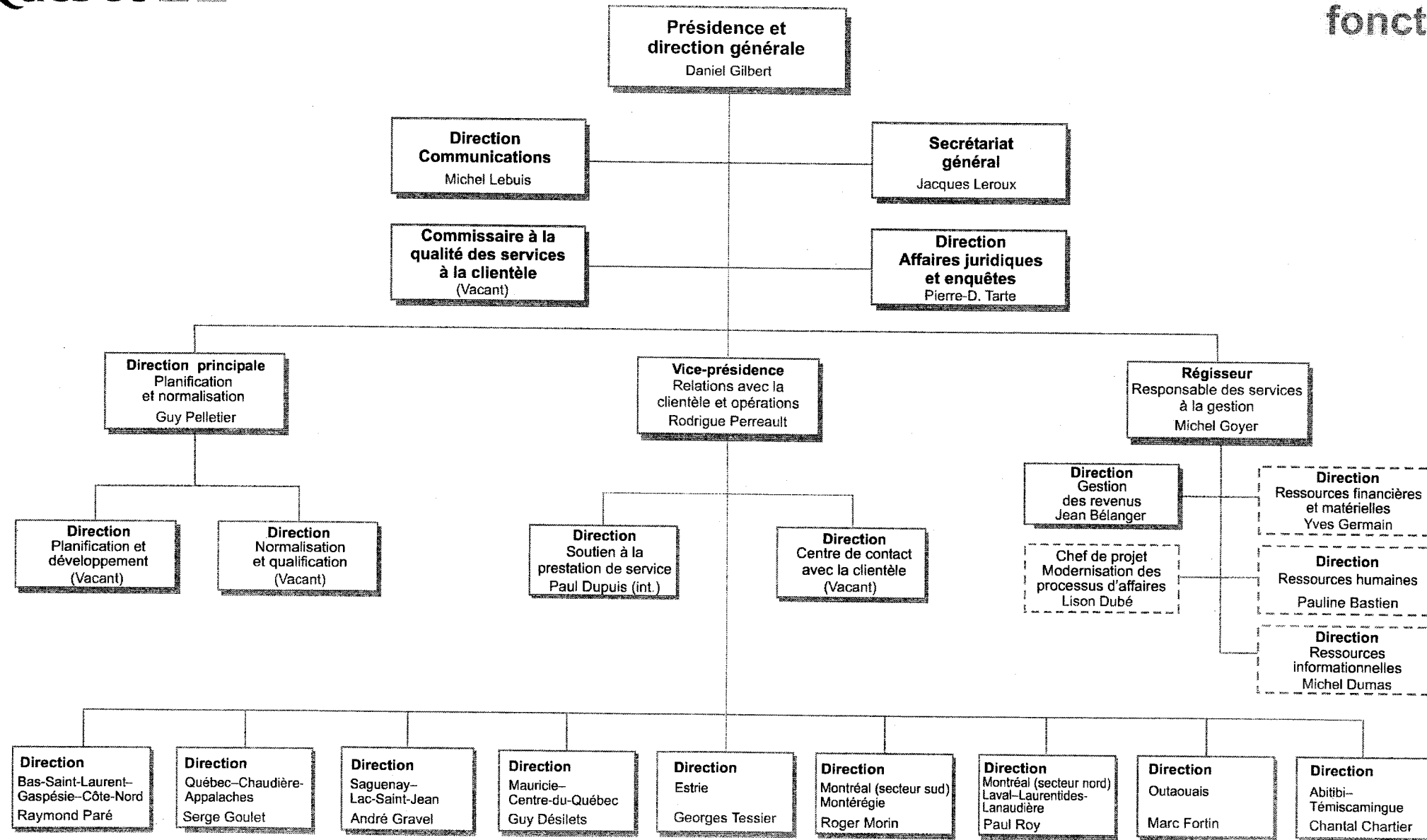
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**2. ORGANIGRAMME.**

**Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.**

L'ORGANIGRAMME  
EST PRÉSENTÉ À LA PAGE SUIVANTE.

# Organigramme fonctionnel



RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"><li>- tirage;</li><li>- coût;</li><li>- distribution;</li><li>- imprimeur.</li></ul>				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Rapport annuel de la Régie du bâtiment (2002-2003)	500	2 597,00 \$	Régie du bâtiment	J.B. Deschamps
Conception du rapport annuel	---	4 660,00 \$	---	BCGD

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
COLUMBUS (OHIO, É.-U.) 29 mars au 4 avril 2003	Participer à une session de formation dans le but d'obtenir la qualification « N » du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors qui est requise pour faire l'inspection des appareils sous pression, devant porter l'estampille de l'ASME pour le secteur nucléaire.	Membres du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors.	2 120,55 \$	Micheline Ayotte
TORONTO (ONT.) 2 avril 2003	Participer au Comité du B149.3 pour le Code d'approbation d'appareils sur place.	Membres du Comité	616,41 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-François Bussièrès Jean Samson
VICTORIA (C.-B.) 1 <sup>er</sup> au 7 mai 2003	Participer au National Forum on Public Safety ayant comme préoccupation la sécurité dans les édifices publics.	Représentants d'organismes gouvernementaux à travers le Canada.	5 265,65 \$	Alcide Fournier Rodrigue Perreault
TORONTO (ONT.) 5 et 6 mai 2003	Participer au Comité CSA B651, élaboration et révision des normes concernant l'accessibilité des édifices aux personnes handicapées.	Membres du Comité	958,20 \$ dont 50 % payé par le CSA	Ginette Laneuville
CALGARY (ALB.) 10 au 13 mai 2003	Participer à la réunion du Sous-comité de la norme CAN/CSA-B72-M87 concernant le Code d'installation des paratonnerres.	Membres du Sous-comité	1 351,37 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-Louis Robert

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
TORONTO (ONT.) 26 au 28 mai 2003	Participer à une réunion du groupe de travail CSA-B481.1 sur les séparateurs de graisse ainsi qu'à une réunion du groupe de travail CSA-B125 sur les dispositifs de traitement d'eau potable (DTEP).	Membres des groupes de travail	1 093,58 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux.
ST-JEAN (N.-B.) 28 au 30 mai 2003	Élaborer les exigences techniques relatives à la construction des composants sous pression d'une centrale nucléaire CANDU (N285A).	Membres de CANDU	1 507,74 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
TORONTO (ONT.) 1 <sup>er</sup> au 3 juin 2003	Participer au Comité de la norme CSA B355 (appareils élévateurs pour personnes handicapées).	Membres du Comité	551,93 \$ dont 50 % payé par le CSA	Stéphane Mercier
WINNIPEG (MAN.) 2 au 6 juin 2003	Participer aux réunions du Conseil afin de discuter du contenu des codes et normes techniques en gaz, ainsi que des problèmes d'approbation et d'inspection auxquels ils ont à faire face.	Représentants gouvernementaux	1 480,05 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-François Bussièrès
TORONTO (ONT.) 5 juin 2003	Participer au Comité directeur des normes nucléaires de la CSA.	Membres du Comité	518,08 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
HALIFAX (N.-É.) 7 au 13 juin 2003	Participer à la deuxième réunion du Sous-comité des provinces et des territoires sur les normes du bâtiment.	Membres du Sous-comité	1 358,80	Jeannot Fecteau
TORONTO (ONT.) 8 au 10 juin 2003	Participer au Comité de la norme CSA B620 (Citernes routières et citernes portables pour le transport des marchandises dangereuses).	Membres du comité	630,66 \$ dont 50 % payé par le CSA	Raoul Raouf Awad
ST-ANDREWS (N.-B.) 14 au 21 juin 2003	Participer à la réunion des comités techniques du Code canadien de l'électricité.	Membres des comités	1 958,67 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-Louis Robert
ST-ANDREWS (N.-B.) 15 au 20 juin 2003	Participer à l'Assemblée annuelle de CSA. Participer à la réunion des comités techniques sur les séries de normes CSA B125 Robinetterie sanitaire et B45 Appareils sanitaires.	Membres des comités	1 467,76 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
OTTAWA (ONT.) 7 juillet 2003	Participer à la rencontre d'information et de travail organisée par Travaux publics Canada pour la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour discuter de l'évaluation des risques associés aux interventions dans les centrales nucléaires et les différents aspects sur l'assurance pour responsabilités nucléaires.	Représentants de Travaux publics Canada	104,94 \$	Madiha Kotb

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
OTTAWA (ONT.) 6 et 7 juillet 2003	Participer au Conseil canadien des normes – Regulatory Sub-Committee of the Advisory Committee on Conformity Assessment (ACCA).	Membres du Conseil	Coûts défrayés par le CCN	Jeannot Fecteau
OTTAWA (ONT.) 6 au 9 juillet 2003	Participer au Conseil canadien des normes – Regulatory Sub-Committee of the Advisory Committee on Conformity Assessment (ACCA).	Membres du Conseil	Coûts défrayés par le CCN	Jean-Louis Robert
OTTAWA (ONT.) 9 juillet 2003	Participer à la 14 <sup>e</sup> rencontre du Comité exécutif de la Commission canadienne des Codes du bâtiment et de prévention des incendies.	Membres du CCCBPI	Coûts défrayés par le CCCBPI	Rodrigue Perreault
TORONTO (ONT.) 13 au 15 juillet 2003	Participer au Comité exécutif et Comité technique CSA B44 qui a pour mandat d'étudier et d'élaborer des propositions d'amendement au Code de sécurité des ascenseurs.	Membres des comités	711,53 \$ dont 50 % payé par le CSA	Van Ngoc Nguyen
SURREY (C.-B.) 23 au 26 juillet 2003	Participer à la réunion dans le cadre de la procédure d'autorisation des prototypes d'appareils élévateurs pour personnes handicapées à être installés au Québec.	Membres participant à la réunion	945,76 \$	Stéphane Mercier Van Ngoc Nguyen

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
FREDERICTON (N.-B.) 9 au 15 août 2003	Participer au Comité CSA-B51 afin d'élaborer les exigences normatives applicables aux chaudières appareils et tuyauteries sous pression et au Comité SA-B52 afin d'élaborer les exigences normatives applicables à la réfrigération mécanique.	Membres des comités	1 692,20 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
WINNIPEG (MAN.) 16 au 20 août 2003	Participer à la réunion du Sous-comité provincial/territorial sur les Codes de plomberie, réunion du Conseil consultatif canadien sur la plomberie et réunion du Comité directeur de CSA sur les produits et matériaux de plomberie.	Membres du Sous-comité, du Comité et du Conseil consultatif canadien	Coûts défrayés par l'ICPC	Benoît Lagueux
TORONTO (ONT.) 2 au 4 septembre 2003	Participer à la réunion du Sous-comité de la norme CAN/CSA-B72-M87, Code d'installation des paratonnerres.	Membres du Sous-comité	344,88 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-Louis Robert
TORONTO (ONT.) 6 au 10 septembre 2003	Participer à la réunion du « Standing Committee on Building and Plumbing Services » Conseil national de recherches du Canada.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CNRC	Benoît Lagueux
KINCARDINE (ONT.) 9 au 12 septembre 2003	Participer au comité CSA N-285A « Normes nucléaires » afin d'élaborer sur les exigences techniques relatives à la construction des composants sous pression d'une centrale nucléaire CANDU.	Membres du Comité	1 078,05 \$ dont 50 % payé payé par le CSA	Madiha Kotb

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
OTTAWA (ONT.) 10 au 13 septembre 2003	Participer à la réunion du Comité technique CSA F325 – Ventilation mécanique des résidences.	Membres du Comité	671,96 \$ dont 50 % payé par le CSA	Michel Légaré
TORONTO (ONT.) 15 au 17 septembre 2003	Participer à la réunion du groupe de travail CSA-B481.1 sur les séparateurs de graisse ainsi qu'à une réunion du groupe de travail CSA-B125 sur les dispositifs de traitement d'eau potable (DTEP).	Membres des groupes de travail	765,07 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
TORONTO (ONT.) 27 au 30 septembre 2003	Participer à la réunion des Comités techniques CSA F379.1 et F379.2, Chauffe-eau solaires d'usage ménager et F383, Installation Code for Solar Domestic Hot Water Systems.	Membres des comités	1243,05 \$ dont 50 % payé par le CSA	Michel Légaré
HALIFAX (N.-É.) 27 septembre au 5 octobre 2003	Participer au Comité technique CSA-B44 et au Comité conjoint CSA-B44 et ASME A17 – Association des chefs inspecteurs (APCEI) et le Conseil aviseur en appareils de levage (ACED).	Membres des comités	2 608,16 \$ dont 50 % payé par le CSA	Van Ngoc Nguyen
HALIFAX (N.-É.) 29 septembre au 3 octobre 2003	Participer à la réunion des Comités CSA-B149	Membres des comités	1 652,19 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-François Bussièrès

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
OTTAWA (ONT.) 7 et 8 octobre 2003	Participer au Conseil national de recherche du Canada – Comité de vérification technique des documents français.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CNRC	Benoît Lagueux Guy Harvey
CHARLOTTETOWN (I.-P.É.) 14 au 18 octobre 2003	Participer au Comité consultatif provincial-territorial des politiques des codes.	Membres du Comité	1 744,43 \$	Serge Hamel
OTTAWA (ONT.) 23 octobre 2003	Participer au Comité du Code de protection des réacteurs nucléaires CSA-B293.	Membres du Comité	115,00 \$ dont 50 % payé par le CSA	Raoul Raouf Awad
WINNIPEG (MAN.) 25 au 28 octobre 2003	Participer au National Public Safety Advisory Committee (NPSAC) ayant comme préoccupation la sécurité du public.	Représentants gouvernementaux	2 855,37 \$	Alcide Fournier Rodrigue Perreault
TORONTO (ONT.) 3 novembre 2003	Participer à la plus haute instance décisionnelle des Comités de normes de la CSA concernant la sécurité des installations techniques (appareils sous pression, appareils de levage).	Membres des comités	510,63 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
TORONTO (ONT.) 5 et 6 novembre 2003	Participer au Comité d'inspection périodique des centrales nucléaires CSA N-285 B.	Membres du Comité	449,91 \$ dont 50 % payé par le CSA	Raoul Raouf Awad

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
OTTAWA (ONT.) 7 novembre 2003	Participer au Conseil canadien des normes – Comité aviseur.	Membres du CCN	Coûts défrayés par le CCN	Jeannot Fecteau
TORONTO (ONT.) 10 au 12 novembre 2003	Participer à la réunion des Comités techniques de la CSA sur la tuyauterie de plastique sans pression ainsi que sous pression.	Membres des comités	597,31 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
OTTAWA (ONT.) 18 et 19 novembre 2003	Participer au Comité du Task Group 21 de ULC sur les dispositifs coupe-feu.	Membres du Comité	460,88 \$	Michel Légaré
TORONTO (ONT.) 19 au 22 novembre 2003	Participer à la réunion du Sous-comité de la norme CAN/CSA-B72-M87, Code d'installation des paratonnerres et à la réunion de l'Exécutif du comité Partie I du CCE.	Membres du Comité et du Sous-comité	473,18 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-Louis Robert
OTTAWA (ONT.) 24 et 25 novembre 2003	Participer au Conseil canadien des normes : Advisory Committee on Conformity Assessment.	Membres du CCN	Coûts défrayés par le CCN	Jean-Louis Robert
OTTAWA (ONT.) 25 au 27 novembre 2003	Participer au Comité CSA N285A – Normes nucléaires.	Membres du Comité	315,93 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
TORONTO (ONT.) 26 novembre 2003	Participer à la rencontre avec la direction TSSA pour discuter d'un éventuel partenariat en matière de sécurité.	Membres du CNRC	RBQ : 851,48 \$ CNRC : 604,00 \$ 1 455,48 \$	Rodrigue Perreault Guy Pelletier
VICTORIA (C.-B.) 6 au 10 décembre 2003	Participer au Comité des provinces et territoires sur les normes du bâtiment.	Membres du Comité	1 716,44 \$	Jeannot Fecteau
COLUMBUS (OHIO, É.-U.) 13 au 19 décembre 2003	Participer à une session de formation dans le but d'obtenir la qualification « N » du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors qui est requise pour faire l'inspection des appareils sous pression, devant porter l'estampille de l'ASME pour le secteur nucléaire.	Membres du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors.	2 462,06 \$	Jean-Pierre Fachinetti Raoul Raouf Awad
TORONTO (ONT.) 15 au 17 décembre 2003	Participer à une réunion du groupe de travail CSA-B481.1 sur les séparateurs de graisse ainsi qu'à une réunion du Comité technique de la norme CSA-B602 sur les joints mécaniques.	Membres du Comité	854,69 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
TORONTO (ONT.) 18 au 20 janvier 2004	Participer à une réunion des Comités techniques CSA F379.1 et F379.2 chauffe-eau solaire d'usage ménager et F383 Installation Code for Solar Domestic Hot Water Systems.	Membres des comités	431,87 \$ dont 50 % payé par le CSA	Michel Légaré

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
OTTAWA (ONT.) 19 au 21 janvier 2004	Participer à la réunion du Conseil national de recherche du Canada – Comité de vérification technique des documents français de la CCCBPI.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CNRC	Guy Harvey
OTTAWA (ONT.) 19 au 22 janvier 2004	Participer au Comité de vérification technique des documents français.	Membres du Comité	Coûts défrayés par le CNRC	Benoît Lagueux
VANCOUVER (C.-B.) 24 au 28 janvier 2004	Participer à la réunion du Comité technique sur le Code de l'électricité par objectifs pour l'industrie (OBIEC) et du Comité directeur stratégique sur les exigences de la sécurité électrique.	Membres des comités	1 388,55 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-Louis Robert
TORONTO (ONT.) 27 au 30 janvier 2004	Participer à la réunion des Comités techniques sur les séries de normes CSA-B45 appareils sanitaires, B125 robinetterie sanitaire et B64 dispositifs antirefoulement.	Membres des comités	806,84 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
TORONTO (ONT.) 11 février 2004	Élaborer les exigences techniques relatives au système de contrôle, de sûreté et l'instrumentation du réacteur d'une centrale nucléaire CANDU (N290).	Membres du CANDU	702,00 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
TORONTO (ONT.) 19 et 20 février 2004	Élaborer les exigences techniques relatives à la construction des composants sous pression d'une centrale nucléaire CANDU (N285A).	Membres du CANDU	860,39 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
TORONTO (ONT.) 11 février 2004	Élaborer les exigences techniques relatives au système de contrôle, de sûreté et l'instrumentation du réacteur d'une centrale nucléaire CANDU (N290).	Membres du CANDU	702,00 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
TORONTO (ONT.) 19 et 20 février 2004	Élaborer les exigences techniques relatives à la construction des composants sous pression d'une centrale nucléaire CANDU (N285A).	Membres du CANDU	860,39 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
CALGARY (ALB.) 26 et 27 février 2004	Participer à la réunion du Comité exécutif de la Commission canadienne des Codes du bâtiment et de prévention des incendies.	Membres du CCCBPI	Coûts défrayés par le CNRC	Rodrigue Perreault
TORONTO (ONT.) 23 au 25 mars 2004	Participer à la réunion du Sous-comité de la norme CAN/CSA-B72-M87, Code d'installation des paratonnerres.	Membres du Sous-comité	590,50 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-Louis Robert

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 5. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005;</li> <li>- les noms des fournisseurs;</li> <li>- le but visé par chaque dépense.</li> </ul>	
TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ	COÛT
DÉPENSES EN 2003-2004	
• Publicité obligatoire	00,00 \$
• Publicité par mandat	44 142,78 \$
TOTAL	44 142,78 \$
DÉPENSES PRÉVUES EN 2004-2005	
• Publicité obligatoire	15 000,00 \$
• Publicité par mandat	75 000,00 \$
TOTAL	90 000,00 \$

TITRE DU PROJET	COÛT	FOURNISSEUR
Publicité obligatoire :	00,00 \$	
Publicité par mandat :		
• Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs	2 023,53 \$	Maison du 21 <sup>e</sup> siècle
	675,00 \$	Maison du 21 <sup>e</sup> siècle
	1 967,89 \$	Expo-Habitat Estrie
	3 000,00 \$	Expo-Habitat Mauricie
	3 800,00 \$	Guide Habiter Montréal
	5 000,00 \$	Journal de Montréal
• Soyez un consommateur averti	2 011,79 \$	BELL (Pages jaunes)
	2 713,55 \$	BELL (Pages jaunes)
• La fiabilité ça s'affiche	1 184,78 \$	Annuaire de la construction du Québec
• Vous construisez, vous rénovez	3 844,71 \$	Guide de la rénovation du Québec
• Propane	3 612,00 \$	Fédération des pourvoyeurs du Québec

TITRE DU PROJET	COÛT	FOURNISSEUR
• Code de construction et de sécurité	4 445,50 \$	Revue Sentier Chasse et Pêche
	2 528,75 \$	Revue Aventure Chasse et pêche
	1 112,94 \$	APCHQ
	1 163,52 \$	Ordre des technologues du Québec
	5 058,82 \$	Revue Aînés Hébergement
TOTAL	44 142,78 \$	

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 6. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DE L'ORGANISME.

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- firme ayant obtenu le contrat.

Mandat : Administrer une enquête téléphonique auprès des entrepreneurs généraux et spécialisés, pour connaître leurs caractéristiques ainsi que leur appréciation et leurs attentes à l'égard de la qualité des services dispensés par la Régie du bâtiment du Québec. Le mandat s'inscrit dans le projet d'évaluation et de mise à jour de la Déclaration de services à la clientèle de la Régie.

Coûts : 19 500,00 \$

Firme : Stratégie organisation et méthode SOM inc.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**7. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004.**

**Liste des études commandées, à l'intérieur ou à l'extérieur, durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande du ministère ou de l'organisme :**

- liste et coût;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat.

**S/O**

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

##### CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
AMJ Campbell Van Lines – Calgary	Frais de déménagement	15 894,05 \$
EPSI (Évaluation personnel sélection international) inc.	Frais reliés à des concours lors de dotation de postes	2 490,00 \$
Dion, Durrell et associés inc.	Examen du rapport annuel du plan de garantie	23 499,50 \$
Dion, Durrell et associés inc.	Examen de la performance du plan de garantie	17 113,83 \$
Jolicoeur et associés	Évaluation du Programme de détection des travaux sans licence	19 566,70 \$
Le Groupe Echo	Enquêtes de solvabilité de certains débiteurs	1 650,00 \$
Lépine, Nicole	Rapport sur le Plan de garantie	24 078,61 \$

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

##### CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Raymond, Chabot, Grant, Thornton	Vérification du Rapport annuel de gestion	18 950,00 \$
Som inc.	Sondage relatif à la qualité des services dispensés par la Régie du bâtiment du Québec	6 500,00 \$
Groupe Renaud et associés inc.	Services d'aide aux employés	9 428,75 \$
Jobidon, Denis m.d.	Expertise médicale	8 250,00 \$
Psycho-Logic inc.	Conférence sur la gestion du changement	3 635,00 \$
Désilets, Alain	Photographe	1 100,00 \$

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

#### CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ateliers TAQ	Divers envois	2 181,42 \$
Transcontinental	Diverses impressions	7 944,00 \$
Imprimerie Sociale	Diverses impressions	2 656,00 \$
Copie Xpress	Diverses impressions	2 381,34 \$
C.P.L.	Diverses impressions et négatifs	2 544,50 \$
Imprimerie Bergemont	Diverses impressions	2 963,00 \$
9087-0064 Québec Inc.	Salon de Rimouski	1 190,00 \$
Canexpo	Salon Laval	3 810,00 \$
CEGQ	Congrès CEGQ	2 075,00 \$
APECQ	Congrès de l'APECQ	800,00 \$
MAC Design	Conception de diverses publicités	3 000,00 \$
Camille Lapointe	Révision linguistique du rapport annuel	2 500,00 \$

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

##### CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Virtuel Com	Conception site intranet	8 280,94 \$

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

##### CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
MCDA CONSEIL INC	Analyse d'impact de la décentralisation des systèmes de qualification pour la CMEQ et le CCMTQ	14 000,00 \$
TÉLUS SOLUTIONS D'AFFAIRES	Expertise conseil sur les outils Novell (Netware et GroupWise).	14 000,00 \$
NOVELL Canada LTÉE	Conception en support à l'implantation de Netware 6 et GroupWise 6.5	21 000,00 \$
CGI	Hébergement et maintien du fichier des entrepreneurs en construction.	24 000,00 \$
MOMENTUM TECHNOLOGIE INC	Service conseil en architecture organique dans le cadre du virage Web	23,940.\$
CPU-DESIGN	Consolidation des orientations technologiques.	22 000,00 \$
GCSI – GESTION CONSEIL SERVICE INFORMATIQUE	Intégration des travaux d'architecture technologique au devis GRC	20 000,00 \$

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

##### CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
MOMENTUM TECHNOLOGIE INC	Formation et support sur les nouveaux serveurs IAS et les bases de données 9 IR2 d'Oracle.	23 400,00 \$
ROCHE CONSTRUCTIONS INC	Analyse de la valeur d'un offres de services dans le cadre de la modernisation des processus.	19 500,00 \$
MCDA INC.	Rédaction d'un appel d'offres pour la phase de réalisation du projet de modernisation des processus.	15 750,00 \$

**NOTE :** Les contrats ont été octroyés sur invitation de trois (3) fournisseurs.

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacune des dépenses suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- la photocopie;</li> <li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li> <li>- les téléavertisseurs;</li> <li>- le mobilier de bureau;</li> <li>- les distributeurs d'eau de source;</li> <li>- le remboursement des frais de transport;</li> <li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>- le remboursement des frais de repas;</li> <li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :</li> <li>    a) au Québec      b) à l'extérieur du Québec.</li> </ul>	
Dépenses de photocopie	34 953,28 \$
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	192 055,00 \$
Dépenses de téléavertisseurs	0,00 \$
Dépenses de mobilier de bureau	98 358,92 \$
Dépenses de distributeurs d'eau de source	5 410,96 \$
Dépenses de frais de déplacement :	
➤ transport	1 092 233,92 \$
➤ subsistance et logement	476 124,20 \$
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement :	
➤ au Québec	127 186,79 \$
➤ à l'extérieur du Québec	0,00 \$

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**10. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004.**

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans  
b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
CADRES												
Moins de 35 ans	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
35 ans et plus	26	5,52	6	1,27	1	0,21	---	---	---	---	---	---
PROFESSIONNELS												
Moins de 35 ans	1	0,21	3	0,64	---	---	---	---	---	---	---	---
35 ans et plus	47	9,98	18	3,82	1	0,21	1	0,21	---	---	5	1,06
FONCTIONNAIRES												
Moins de 35 ans	24	5,10	24	5,10	---	---	1	0,21	---	---	4	0,85
35 ans et plus	148	31,42	174	36,94	5	1,06	3	0,64	1	0,21	19	4,03
<b>TOTAL</b>	<b>246</b>	<b>52,23</b>	<b>225</b>	<b>47,77</b>	<b>7</b>	<b>1,48</b>	<b>5</b>	<b>1,06</b>	<b>1</b>	<b>0,21</b>	<b>28</b>	<b>5,94</b>

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DE CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2003-2004, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

	CONGÉS DE MALADIE				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
									RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSÉES		
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.
AVRIL	11,5	26,5	227,5	---	10,0	24,0	257,0	---	152,16	438,30	---	12,50	260,30	---	139,66	178,00	---
MAI	8,0	28,0	228,5	---	8,0	43,5	291,5	---	195,99	351,78	---	9,00	179,24	---	186,99	172,54	---
JUIN	12,0	10,0	267,0	---	50,5	123,0	699,5	---	194,33	279,78	---	36,25	138,22	---	158,08	141,56	---
JUILLET	30,0	33,0	175,5	---	210,5	329,0	1882,0	---	74,08	105,43	---	11,25	59,27	---	62,83	46,16	---
AOÛT	17,0	17,5	172,0	---	219,0	466,0	1814,5	---	97,74	140,73	---	6,00	28,00	---	91,74	112,73	---
SEPTEMBRE	3,0	19,5	154,0	---	16,0	49,0	282,5	---	219,63	289,96	---	9,50	72,28	---	210,13	217,68	---
OCTOBRE	11,0	31,5	212,0	---	24,5	21,5	212,5	---	215,53	402,74	---	16,00	153,71	---	199,53	249,03	---
NOVEMBRE	1,5	36,5	209,5	---	6,0	15,5	201,5	---	359,25	412,63	---	9,50	148,27	---	349,75	264,36	---
DÉCEMBRE	8,5	34,5	216,5	---	46,0	107,0	785,0	---	186,82	174,82	---	40,75	66,83	---	146,07	107,99	---
JANVIER	16,5	54,0	301,0	---	12,5	43,0	300,0	---	187,13	208,65	---	6,00	72,25	---	181,13	136,40	---
FÉVRIER	---	38,5	238,5	---	---	66,5	184,5	---	115,91	230,82	---	5,00	17,58	---	110,91	213,24	---
MARS	---	---	23,0	---	---	9,0	128,0	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
TOTAL	119,0	329,5	2425,0	---	603,0	1297,0	7038,5	---	1998,57	3035,64	---	161,75	1195,95	---	1836,82	1839,69	---

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**12 A) ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.**

RÉGION ADMINISTRATIVE	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.							

**QUESTION B)**

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

**QUESTION C)**

**NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

**QUESTION D)**

**NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).**

RÉGION ADMINISTRATIVE	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.							

**QUESTION E)**

**NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES FINANCIERS.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

**QUESTION F)**

**NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 13. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**14. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN.**

La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 15. FIRMES DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES.

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2003-2004, de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

**S/O**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**16. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT DANS LES CABINETS  
MINISTÉRIELS.**

**Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis  
le 29 avril 2003.**

**S/O**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**17. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1<sup>ER</sup> MARS 2004.**

La liste du personnel du cabinet du ministre au 1 <sup>er</sup> mars 2004 en indiquant pour chaque individu :				
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S/O				

**17. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1<sup>ER</sup> MARS 2004.**

- **MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2003-2004.**

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU 29 AVRIL 2003 AU 31 MARS 2004 :

**S/O**

- **NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :**

**S/O**

- **LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.**

**S/O**

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.

Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire :	
a) du ministre;	
b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :	
- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;	
- le montant attribué;	
- le projet visé et le résultat.	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
S/O	

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 19. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2003-2004.

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 dans le cadre des divers programmes à frais partagés :

- pour chacun de ces programmes;
- description sommaire du mode de subvention.

S/O

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**20. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.**

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**21. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE OU CET ORGANISME.**

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme et qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**S/O**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**22. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET  
AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON  
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.**

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**S/O**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**23. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE OU À L'ORGANISME.**

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**S/O**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**24. PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.**

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

**S/O**



RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET  
MINISTÉRIEL DEPUIS 1994-1995 JUSQU'À AUJOURD'HUI.

Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à  
aujourd'hui.

S/O

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 27. ABONNEMENTS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME ET LE COÛT.

Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- services Internet d'information;</li> <li>- livres;</li> <li>- journaux;</li> <li>- magazines;</li> <li>- bulletins électroniques et/ou papiers;</li> <li>- clubs privés ou autres;</li> <li>- billets de saison;</li> <li>- etc.</li> </ul>	
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	84,00 \$
Cité-Plus – Ville de Montréal	120,00 \$
Climat presse	50,00 \$
Code civil, Code de procédure civile, Code criminel	142,50 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1 110,00 \$
EC&M (revue sur l'électricité)	55,00 \$
Elevator World	110,00 \$
Encyclopédie du bâtiment	385,53 \$
Fire technology	56,00 \$
Gazette officielle du Québec	1 157,00 \$
Hébergement Québec	20,00 \$
Inter Library Loans	8,00 \$
Jurisprudence Express	374,40 \$
L'Observateur économique	243,00 \$
La Compagnie au Québec	526,00 \$
La Presse	140,40 \$
La Tribune de Sherbrooke	164,84 \$
Le courrier parlementaire (électronique et papier)	830,95 \$
Le Nouvelliste	195,00 \$
Les Affaires	59,95 \$
Les lois du travail	47,50 \$
Loi sur l'accès à l'information	140,80 \$
Lois refondues du Québec	1 731,42 \$
Manuel de l' ICCA	145,00 \$
Manuel de présentation de l'information financière et municipale	85,90 \$
Perspective SCHL	240,00 \$
Procédures pénales annotées	105,00 \$
Propane Canada	32,10 \$
Québec-Habitat (revue)	11,45 \$
Quorum	40,00 \$
Recueils de politiques de gestion	12,55 \$
Tableau des modifications et index sommaire	350,00 \$
<b>TOTAL</b>	<b>8 774,29 \$</b>

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 28. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

**Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :**

- À l'interne : L'équipe de la Direction des communications, la Direction des ressources informationnelles et la Direction des licences.
- À l'externe : Beaulieu Multimédia

**Coûts entretien et mise à jour :**

Le site a été mis en ligne en 1998 et il a fait l'objet d'une refonte majeure en 2002-2003. Au cours de l'année 2003-2004, nous avons uniquement assumé des coûts pour l'hébergement et la certaines mises à jour du site à l'externe. La majorité des mises à jour étant réalisée à l'interne.

Coût de la mise à jour à l'externe par la firme Beaulieu Multimédia : 1 497 \$

Hébergement du site informationnel à la DGSIG : 10 000\$

Hébergement du site dynamique (fichier des entrepreneurs) chez CGI : 24 000\$

**Qui est responsable du contenu sur le site et qui est autorisé à faire les modifications?**

Le contenu du site informationnel est sous la responsabilité de la Direction des communications. La Direction des communications ainsi que la firme Beaulieu Multimédia sont autorisées à faire les modifications sur le site.

Le contenu du site dynamique (le fichier des entrepreneurs) est sous la responsabilité de la Direction des ressources informationnelles. C'est la firme CGI qui est autorisée à mettre en ligne la base de données du fichier à partir d'une extraction de données en provenance de la Direction des ressources informationnelles.

**Fréquence moyenne de mise à jour :**

Quotidienne

**Nombre de visites (sessions) par mois :**

35 123

**Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**

Le site a été mis en ligne en 1998 et il a fait l'objet d'une refonte majeure en 2002-2003 au coût de 18 652,00\$. Cette refonte a été réalisée pour se conformer au Programme d'identification visuelle, pour faciliter la consultation et la gestion du site, pour organiser l'information en fonction de nos clientèles et pour refaire l'arborescence.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**29. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.**

**Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE.**

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 30. MISSION À L'ÉTRANGER.

**Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :**

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés et/ou les annonces de fermetures.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION N° 4.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**31. ÉQUITÉ SALARIALE.**

<p><b>Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.</b></p>
<p>LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.</p>

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 32. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

Dépenses effectuées en 2003-2004 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;
- b) matériel informatique;
- c) logiciels;
- d) programmation;
- e) formation.

**a) Téléphonie :**

- communications informatiques : 237 120,00 \$

**b) Matériel informatique :** 1 114 490,00 \$

**c) Logiciels :** 308 860,00 \$

**d) Programmation :** 2 031 200,00 \$

**e) Formation :** 5 351,00 \$

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**33. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.**

**Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 8.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**34. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.**

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats :

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 6.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**35. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR LA PLANIFICATION DES DÉPARTS  
À LA RETRAITE.**

**Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.**

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**36. COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL.**

Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**37. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES.**

**Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrat à l'externe) en 2003-2004.**

**S/O**

# **RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

### **RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#### **38. GRIEFS FORMULÉS VISANT LES POLITIQUES RELATIVES À LA CONFIDENTIALITÉ.**

**Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.**

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**39. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION.**

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. NOMINATIONS, DEPUIS LE 29 AVRIL 2003, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS.

Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 8.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 41. TOUTE NOUVELLE ENTENTE OU LETTRE D'ENTENTE AINSI QUE TOUTE MODIFICATION AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.

Pour chaque ministère et organisme, toute nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral, l'un de ses organismes ou un autre organisme qui a son propre conseil d'administration mais dont les fonds proviennent à plus de 50 % du gouvernement fédéral ou de l'un de ses organismes.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 42. ÉTUDES COMMANDÉES EN 2003-2004 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX.

Toutes les études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 7.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 43. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC.**

Pour 2003-2004, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions.

**S/O**

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 44. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2003-2004 ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL VISANT LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE.

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

##### 2003-2004

Équipements : 250 000,00 \$

Logiciels : 130 000,00 \$

Services professionnels : 55 250,00 \$

##### 2004-2005

Projet « VISION 2005 » : 6 500 000,00 \$

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**45. RAPPORTS ET ÉVALUATION DES MISSIONS EFFECTUÉES À L'ÉTRANGER.**

Les rapports et l'évaluation des missions effectuées à l'étranger par le premier ministre, sa conjointe, les ministres, les ministres délégués, les hauts fonctionnaires.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION N° 4.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**46. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING.**

**La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.**

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**47. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION.**

La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**48. MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE.**

**La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.**

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**49. NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2004.**

Pour chacun des ministères et organismes, le nombre de postes non comblés depuis février 2004.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**50. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DEPUIS FÉVRIER 2004.**

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2003-2004, en précisant le nombre depuis février 2004.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**51. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.**

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises pour chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

**S/O**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**52. NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES.**

**La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres.**

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**53. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.**

**Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.**

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**54. CONTRATS CONFIS À L'EXTERNE À DES FINS DE RÉINGÉNIERIE.**

La liste des contrats confis à l'externe par chaque ministère ou organisme à des fins de réingénierie (discours, séances de remue-méninges, etc.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 8.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**55. SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION, AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.**

**Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger :**

- a) au Québec;**
- b) à l'étranger.**

**S/O**

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

56. NOMBRE D'ATTACHÉS POLITIQUES QUI ONT SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE.

Nombre d'attachés politiques qui ont signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.



**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**58. ÉVOLUTION DEPUIS 2000 DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES RESPONSABLES DES DOSSIERS DE CONDITION FÉMININE.**

Pour chaque ministère et organisme, évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**59. PUBLICATIONS RELATIVES À LA CONDITION FÉMININE.**

Liste de toutes les publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées par chaque ministère et organisme.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 3.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**60. RAPPORTS DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS ET GROUPES DE TRAVAIL.**

**Copie des rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail pour chaque ministère et organisme en 2003-2004.**

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**61. PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES.**

**Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres.**

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE  
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

Régie  
du bâtiment

Québec 

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2004-2005

---

---

**Demande de renseignements particuliers**



# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2003-2004. Valeur du mandat.....	82
2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.....	83
3. Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage protocole touchant les responsabilités du ministère du Travail ou des organismes relevant du ministère du Travail.....	84
4. Toute étude, analyse, avis et sondage concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le harcèlement psychologique.</li> <li>• L'entrée en vigueur de la Loi 31 modifiant le Code du Travail.....</li> </ul>	85
5. Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.....	86
63. Nombre de plaintes reçues par la Régie du bâtiment du Québec en 2003-2004.....	87
64. Nombre d'inspecteurs, de visites d'inspection, d'avis de correction et volume de dossiers par inspecteur pour les périodes de 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.....	88
65. Le nombre de dossiers de poursuites pénales et valeur des amendes perçues au cours des trois dernières années ventilées par la loi.....	89
66. Nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licences effectués dans le cadre de mandat de la régie du bâtiment du Québec et ventilation.....	92
67. Nombre de plaintes reçues par la Régie du bâtiment du Québec en 2003-2004.....	93
68. Tarification effectuée par la Régie du bâtiment du Québec en 2003-2004.....	94
69. Rapport d'activités des directions régionales pour la dernière année disponible.....	95

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec.

**Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2003-2004. Valeur du mandat.**

En 2003-2004, la Régie du bâtiment du Québec a confié deux mandats à la Société immobilière du Québec soit :

- ☐ De déménager son bureau régional de l'Abitibi-Témiscamingue à l'intérieur de la ville de Rouyn-Noranda. Coûts d'aménagement : 9 542 \$.
- ☐ De trouver un espace additionnel de 522 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois (janvier 2004 à décembre 2006) afin de loger l'équipe chargée de la réalisation du projet de modernisation des systèmes et des processus d'affaires de l'organisation. Le coût du loyer d'espace est estimé à 128 000 \$ par année et celui des travaux d'aménagement requis à 119 000 \$.

## **RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

#### **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor.**

**Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.**

**VOIR LE CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL.**

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 3. Étude, analyse, sondage, protocole dans le cadre de la Réingénierie.

Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage, protocole touchant les responsabilités du ministère du Travail, du ministre du Travail ou des organismes relevant du ministère du Travail.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS. DE PLUS, L'INFORMATION N'EST PAS ACCESSIBLE EN VERTU DES ARTICLES 20, 33, 37, 38 ET 39 DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 4. Étude, analyse, avis et sondage.

Toute étude, analyse, avis et sondage concernant :

- le harcèlement psychologique ;
- l'entrée en vigueur de la loi 31 modifiant le Code du travail.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 5. Comités interministériels.

Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**63. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC EN 2003-2004**

Nature	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Plaintes de citoyens	1140	980	1044
Plaintes organismes et partenaires	1347	1114	979

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 64. NOMBRE D'INSPECTEURS, DE VISITES D'INSPECTION, D'AVIS DE CORRECTION ET VOLUME DE DOSSIERS PAR INSPECTEUR POUR LES PÉRIODES DE 2001-2002, 2002-2003 ET 2003-2004.

Nature	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Nombre d'inspecteurs	193	184	181
Nombre d'activités	123 996	96 969	84 067
Avis de correction	22 140	19 424	15 248
Moyenne par inspecteur	511	527	464

La diminution du nombre d'interventions d'inspections et d'enquêtes réalisées pour l'année 2003-2004 comparativement à l'année 2002-2003 s'explique par une modification apportée au mode de surveillance pour le domaine de l'électricité et celui de la plomberie, au cours de la dernière année. De plus, la planification des interventions tient compte d'une analyse de risque pour mieux cibler nos interventions dans chaque domaine tel le bâtiment.

La Régie privilégie donc l'évaluation et le suivi des entrepreneurs au regard de la sécurité et de la qualité sur les aspects technique, administratif et financier. Pour la période d'avril 2003 à mars 2004, en plus des interventions d'inspections et d'enquêtes, 1257 entrepreneurs ont fait l'objet d'une évaluation ou d'un suivi de la part des directions régionales. De plus, 547 nouveaux détenteurs de licence de la Régie ont été rencontrés dans le but de les informer de leurs obligations et de connaître davantage leurs activités dans le domaine de la construction.

Cette nouvelle approche d'intervention axée sur la responsabilisation accrue des entrepreneurs sera étendue aux autres domaines au cours des prochaines années.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

65. LE NOMBRE DE DOSSIERS DE POURSUITES PÉNALES ET VALEUR DES AMENDES PERÇUES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES VENTILÉES PAR LOI.

2001-2002

LOIS	A-20.01	B-1.1	D-10	E-1.1	I-12.1	I-13.01	M-6	S-3	TOTAL
Actifs au début	5	2772	11	1	73	125		1109	3996
Reçus ouverts	6	2296	5		70	157	1	516	3051
Fermés	4	1739	10	1	66	113		429	2362
Actifs à la fin	7	3329	6		77	169	1	1096	4685
Transmis MJQ	6	2145	6		63	140	1	482	2843
Nombre chefs d'accusation	6	2296	5		70	157	1	516	3051

RÉSULTATS

Acquittement		181			5	8		42	236
Annulation	1	172	1		8	25		76	283
Condamnation	3	1265	8	1	52	74		240	1643
Prescription			1			1		2	4
Retrait		121			1	5		69	196
Amendes \$	1 100 \$	1 122 275 \$	4 050 \$	325 \$	32 275 \$	48 425 \$		98 625 \$	1 307 075 \$

Lois

- A-20.01 : Loi sur les appareils sous pression;
- B-1.1 : Loi sur le bâtiment (qualification);
- D-10 : Loi sur la distribution du gaz;
- E-1.1 : Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment;
- I-12.1 : Loi sur les installations de tuyauterie;
- I-13.01 : Loi sur les installations électriques;
- M-6 : Loi sur les mécaniciens de machines fixes;
- S-3 : Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

65. LE NOMBRE DE DOSSIERS DE POURSUITES PÉNALES ET VALEUR DES AMENDES PERÇUES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES VENTILÉES PAR LOI.

(Suite)  
2002-2003

LOIS	A-20.01	B-1.1	D-10	E-1.1	I-12.1	I-13.01	M-6	S-3	TOTAL
Actifs au début	7	3330	6		77	169	1	1096	4686
Reçus ouverts	9	1848	3		24	55		262	2201
Fermés	8	2374	3		56	121	1	416	2979
Actifs à la fin	8	2804	6		45	103		942	3908
Transmis MJQ	6	1834	3		28	61		204	2136
Nombre chefs d'accusation	9	1848	3		24	55		263	2202

RÉSULTATS

Acquittement	1	176	1		4	9		23	214
Annulation		246			2	4		26	278
Condamnation	7	1730	1		42	96	1	290	2167
Libéré		1							1
Paiement		11							11
Prescription									
Retrait		158	1		3	9		32	203
Amendes \$	1 650 \$	1 554 728 \$	325 \$		27 875 \$	60 450 \$	700 \$	117 500 \$	1 763 228 \$

Lois

- A-20.01 : Loi sur les appareils sous pression;
- B-1.1 : Loi sur le bâtiment (qualification);
- D-10 : Loi sur la distribution du gaz;
- E-1.1 : Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment;
- I-12.1 : Loi sur les installations de tuyauterie;
- I-13.01 : Loi sur les installations électriques;
- M-6 : Loi sur les mécaniciens de machines fixes;
- S-3 : Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 65. LE NOMBRE DE DOSSIERS DE POURSUITES PÉNALES ET VALEUR DES AMENDES PERÇUES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES VENTILÉES PAR LOI.

(Suite)  
2003-2004\*

LOIS	A-20.01	B-1.1	D-10	E-1.1	I-12.1	I-13.01	M-6	S-3	TOTAL
Actifs au début	8	2812	6		44	97		943	3910
Reçus ouverts	1	1803	2		2	10	1	112	1931
Fermés	6	1823	4		34	51		512	2430
Actifs à la fin	3	2792	4		12	56	1	543	3411
Transmis MJQ	2	1281						96	1379
Nombre chefs d'accusation	1	1803	2		2	10	1	112	1931

#### RÉSULTATS

Acquittement		186			6	10		34	236
Annulation		162	2		2	6		37	209
Condamnation	4	1222	2		8	26		267	1529
Prescription	1	10			2	1		7	21
Retrait	1	232			15	8		186	442
Amendes \$	1 175 \$	1 095 211 \$	2 100 \$		5 600 \$	16 100 \$		120 450 \$	1 240 636 \$

#### Lois

- A-20.01 : Loi sur les appareils sous pression;
- B-1.1 : Loi sur le bâtiment (qualification);
- D-10 : Loi sur la distribution du gaz;
- E-1.1 : Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment;
- I-12.1 : Loi sur les installations de tuyauterie;
- I-13.01 : Loi sur les installations électriques;
- M-6 : Loi sur les mécaniciens de machines fixes;
- S-3 : Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

\* Renseignements basés sur les données au 20 mars 2004.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### **66. NOMBRE DE SUSPENSIONS, D'ANNULATIONS ET DE REFUS DE RENOUVELLEMENT DE LICENCES EFFECTUÉS DANS LE CADRE DE MANDATS DE LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC ET VENTILATION.**

Licences annulées entre le 1<sup>er</sup> avril 2003 et le 31 mars 2004 : 67

Licences suspendues durant la même période : 365

Renouvellement de licences refusées durant la même période : 14

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**67. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC EN 2003-2004**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION N° 63

# RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 68. TARIFICATION EFFECTUÉE PAR LA RÉGIE DU BÂTIMENT EN 2003-2004

LOIS	Résultats	Résultats
Loi sur le bâtiment	2003-2004	2002-2003
Qualification des entrepreneurs	17 200 000	16 130 500
Jeux et remontées mécaniques	200 000	184 500
Appareils de levage	1 260 000	1 262 500
Installations électriques <sup>(1)</sup>	11 300 000	15 860 100
Droits fixes	1 982 340	1 140 562
Droits variables	0	2 464 500
Masse salariale	9 317 660	12 255 038
Installations de tuyauterie	4 400 000	4 056 600
<b>Total partiel</b>	<b>34 360 000</b>	<b>37 494 200</b>
<b>Autres lois</b>		
Distribution du gaz	2 820 000	2 889 600
Appareils sous pression	2 800 000	3 012 100
Autres revenus	34 000	7 600
<b>Total partiel</b>	<b>5 654 000</b>	<b>5 909 300</b>
<b>TOTAL <sup>(2)</sup></b>	<b>40 014 000</b>	<b>43 403 500</b>

**Note :** <sup>(1)</sup> La baisse des revenus en électricité s'explique par l'entrée en vigueur du chapitre «Électricité» du code de construction en novembre 2002 qui a modifié la tarification et recadrer le champ d'application des installations électriques.

<sup>(2)</sup> Pour l'exercice 2003-2004, les revenus du mois de mars sont estimés.

## RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 69. RAPPORTS D'ACTIVITÉS DES DIRECTIONS RÉGIONALES POUR LA DERNIÈRE ANNÉE DISPONIBLE

Régions	Résultats 2002-2003	Résultats 2003-2004
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Côte-Nord	3 158	2 680
Québec – Chaudière-Appalaches	9 122	8 300
Saguenay – Lac-Saint-Jean	3 528	2 512
Mauricie – Centre-du-Québec	3 236	2 238
Estrie	2 770	2 146
Montréal (secteur sud) – Montérégie	13 348	8 708
Montréal (secteur nord) – Laval-Laurentides-Lanaudière	13 388	9 473
Outaouais	3 819	2 445
Abitibi-Témiscamingue	1 552	911
Service de la fabrication des appareils sous pression (Montréal)	1 421	1 588
Sous-total inspection	55 342	41 001
Interventions d'enquêtes	41 627	43 066
Total inspections et enquêtes	96 969	84 067

La diminution du nombre d'interventions d'inspections et d'enquêtes réalisées pour l'année 2003-2004 comparativement à l'année 2002-2003 s'explique par une modification apportée au mode de surveillance pour le domaine de l'électricité et celui de la plomberie, au cours de la dernière année. De plus, la planification des interventions tient compte d'une analyse de risque pour mieux cibler nos interventions dans chaque domaine tel le bâtiment.

La Régie privilégie donc l'évaluation et le suivi des entrepreneurs au regard de la sécurité et de la qualité sur les aspects technique, administratif et financier. Pour la période d'avril 2003 à mars 2004, en plus des interventions d'inspections et d'enquêtes, 1257 entrepreneurs ont fait l'objet d'une évaluation ou d'un suivi de la part des directions régionales. De plus, 547 nouveaux détenteurs de licence de la Régie ont été rencontrés dans le but de les informer de leurs obligations et de connaître davantage leurs activités dans le domaine de la construction.

Cette nouvelle approche d'intervention axée sur la responsabilisation accrue des entrepreneurs sera étendue aux autres domaines au cours des prochaines années.